

■ Un rapport dresse un état des lieux des populations de poissons en Europe en 2022.

■ Entre surpêche et changement climatique, les poissons essaient de se maintenir à flot.



L'approche écosystémique, solution envisagée par les chercheurs pour une pêche plus durable, permet d'adapter les seuils de mortalité par pêche en fonction de l'état de l'écosystème.

ALEX STEMMERS/SHUTTERSTOCK

fortement améliorée en 2019 et 2020. Mais le CSTEP reste prudent, estimant que la diminution de la pression de pêche pourrait être seulement passagère en raison de la baisse d'activité liée à la pandémie de Covid-19.

Enfin, le rapport souligne la nécessité de continuer à mettre en place des politiques. "Ce n'est pas une victoire définitive", note Clara Ulrich. De nombreux efforts doivent encore être faits pour parvenir à une politique de pêche durable."

Des eaux transformées

Pêcheurs et politiques européennes devront également tenir compte du changement climatique. Selon une projection issue de la collaboration de plusieurs instituts internationaux, la biomasse mondiale pourrait en effet diminuer de 40% d'ici à 2100, si nous continuons à pêcher et à émettre du CO₂ au rythme actuel. "Nous avons déjà perdu 5% de la biomasse mondiale toutes causes confondues. Si l'accord de Paris est respecté et que nous diminuons les émissions de CO₂, nous serons à -10% en 2040 et les choses se stabiliseront", explique Didier Gascuel, chercheur à l'Institut Agro Rennes-Angers, en France.

Une partie de ces changements est d'ores et déjà irréversible. "Même si nous abaïssons immédiatement nos émissions de CO₂, ce que nous avons fait dans le passé aura des conséquences", insiste le chercheur. Et l'Europe ne sera pas épargnée: "La présence de poissons en Europe diminuera de 10 à 15% dans les années à venir." Le réchauffe-

ment et l'acidification de l'eau, mais aussi la diminution de l'oxygène disponible peuvent expliquer cette forte diminution de la biomasse.

"Ces évolutions incontrôlées pourraient pousser tout le système à la surpêche et nous entraîner vers une mer appauvrie, en particulier de ses plus gros poissons", ajoute Didier Gascuel. Ces changements risquent d'affecter en premier lieu les différents types de plancton, à la base de la chaîne alimentaire des poissons. La croissance des poissons, pénalisée par le manque d'oxygène et de nourriture, s'en trouvera perturbée à son tour, tout comme les périodes de ponte. "Nous devons discuter des nouveaux objectifs, des nouvelles normes et réglementations et développer ce qui sera l'approche écosystémique pour plus de résilience", préconise le chercheur.

Vers une approche écosystémique

Pour réduire l'incidence de la pêche sur les écosystèmes et préserver les ressources, les scientifiques se mobilisent dans la recherche de solutions. L'une des pistes explorées par les experts est une intégration plus importante de la dimension écosystémique dans les objectifs de gestion des pêcheries. Cette approche permet d'adapter les seuils de mortalité par pêche en fonction de la situation: à la hausse quand l'état de l'écosystème est bon ou à la baisse quand les paramètres révèlent une situation globalement moins favorable. Avec, à la clé, une pêche plus durable.

Aurélië Demesse

"La transition, c'est d'abord une question de redistribution"

Climat La transition écologique et économique doit se construire en partant de la réalité des franges de la population les plus précarisées, juge le P^r Marek Hudon.

La ministre fédérale du Climat, Zakia Khattabi, a officiellement lancé les "États généraux de la transition juste" ce mardi (lire *La Libre* du 24 mai) avec la présentation des membres du comité d'experts chargés de plancher sur les moyens de combiner la transition écologique avec la justice sociale.

Ne laisser personne au bord de la route constitue en effet l'une des clés majeures si l'on veut que cette révolution sociétale ait une chance d'aboutir, confirme Marek Hudon, professeur à la Solvay Brussels School of Economics and Management (ULB), qui coprésidera ce groupe de travail. Et de citer les travaux de son collègue Andrea Rea, pointant la nécessité de partir de la réalité des franges de la population les plus précarisées si l'on veut mener des politiques qui bénéficient à la moyenne, plutôt que l'inverse.

Sortir des silos, veiller à la cohérence

Une des premières étapes du travail de ce comité sera "d'identifier de manière collective quels sont les enjeux et les obstacles à la réalisation d'une transition juste". "Personnellement, poursuit-il, un des éléments qui me frappe est que l'on assiste souvent à une politique qui est menée en silo. Lorsque l'on réfléchit à agir face à la triple crise à laquelle on fait face – sociale avec l'augmentation du nombre de personnes exposées au risque de pauvreté; environnementale avec la crise climatique; et démocratique avec la question de la représentation –, on le fait souvent sans lier l'une à l'autre. C'est contre-productif ou à tout le moins inefficace. Si, par exemple, on veut mettre en œuvre une politique digitale, il est important de la concevoir dès le début en pensant à l'inclusion sociale. Le déploiement des outils numériques peut en outre être très énergivore et entraîner des effets rebonds. Il faut s'assurer dans le cahier des charges que le bilan carbone ne sera finalement pas pire que la situation préexistante. Autre exemple: la grande mode est aux travaux d'infrastructures, mais celles-ci ne produiront des effets positifs que si l'on prend en compte dans l'analyse la dimension sociale et comportementale en partant de la réalité des plus précarisés." Ce n'est pas le tout de développer les trains, encore faut-il être certain que les gens les prendront...

Autre enjeu de taille, celui de mener des politiques cohérentes dans leur ensemble afin de ne pas susciter de l'incompréhension, de la démotivation, voire de la révolte, par des mesures contradictoires.

Autre enjeu de taille: celui de mener des politiques cohérentes dans leur ensemble afin de ne pas susciter de l'incompréhension, de la démotivation, voire de la révolte, par des mesures contradictoires. "Pour tout ce qui touche à la mobilité et l'énergie – isolation des bâtiments, déploiement des énergies renouvelables solaires et autres... –, la question de la redistribution sera centrale et cela passera par la fiscalité. Il faut un financement, un fonds de compensation, qui permettra une vraie redistribution. Sans cela, on n'y arrivera pas", estime encore Marek Hudon. Et là encore, garder à l'esprit qu'une bonne partie de la population, notamment dans la marge la plus pauvre, n'a pas connaissance de ses droits et des aides dont elle pourrait bénéficier.

Cette vaste réflexion, les experts la mèneront en consultant les différents acteurs que sont les administrations, les entreprises, syndicats et autres ONG. Et si les politiques décidaient finalement de ne pas tenir compte de leurs recommandations, ce travail restera utile à ces "corps intermédiaires" qui, quoi qu'il arrive, auront besoin de repères face aux multiples défis que pose une juste transition.

G.T.